

Comment expliquer la faiblesse des gauches anticapitalistes ces cinq dernières années ? Alors que la situation objective est propice à un embrasement politique, qu'un espace s'est ouvert pour un réformisme radical et que des insurrections ont éclaté à travers le monde, l'échec relatif du NPA en France, d'Antarsya en Grèce et du SWP en Grande-Bretagne apparaît comme un paradoxe. Dans cet article, Panagiotis Sotiris, lui-même membre dirigeant d'Antarsya, propose une analyse des causes profondes de cette incapacité et en appelle à un renouvellement théorique, stratégique et politique. L'anticapitalisme ne peut s'en tenir à dénoncer les trahisons des directions confédérales et à surenchérir sur les revendications syndicales (concernant les salaires, les licenciements, etc.). Il faut produire des programmes transitoires, poser la question du pouvoir et de l'hégémonie, transformer le parti en laboratoire à même de faire naître des ["nouvelles formes d'intellectualité de masse, à la fois critiques et investies dans la lutte politique"](#).

La gauche anticapitaliste européenne est en crise. De la crise du SWP en Grande-Bretagne à l'implosion du NPA, jusqu'à la fragmentation de l'aile gauche de Rifondazione Comunista en Italie en passant par l'incapacité d'Antarsya (Grèce) à élargir son audience malgré les récents bouleversements qui marquent aujourd'hui la société grecque, la plupart des tendances qui se réclament d'une critique révolutionnaire du réformisme socialiste et communiste et qui s'inscrivent dans la filiation de Mai 1968, sont aujourd'hui en crise politique profonde.

Cela se produit en net contraste avec une période précédente, débutant dès la seconde moitié des années 1990, durant laquelle la gauche anticapitaliste joua un rôle plus qu'utile dans l'altermondialisme grandissant, constitua une avant-garde dans diverses luttes de premier plan au niveau national, servit de catalyseur dans la formation d'initiatives plus larges et, dans certains cas, fut le cadre de poussées électorales marquantes.

Ce qui reste le plus impressionnant, c'est que cette crise de la gauche anticapitaliste coïncide avec une période qui est, à la fois, le théâtre d'une crise systémique du capitalisme et d'un impressionnant retour des mouvements de masse.

En ce sens, le schéma récemment proposé par Alex Callinicos qui consiste à dire que les belles heures de la gauche anticapitaliste se sont déroulées entre 1998 et 2005 - de la poussée électorale de la gauche anticapitaliste française (et du mouvement altermondialiste) jusqu'au rejet du traité européen -, aussi juste soit cette proposition de schéma en termes de chronologie d'une certaine forme de politique anticapitaliste des années 2000, elle ne manque pas non plus de passer à côté de la présente conjoncture et de sa dynamique.

Quelles meilleures conditions pourrions-nous espérer que celles que nous rencontrons aujourd'hui, au-delà de nos problèmes, de nos crises et de nos limites ?

De réels craquements dans l'hégémonie libérale, une crise ouverte de l'intégration européenne, c'est-à-dire de la principale stratégie menée par les capitalistes européens dans les cinquante dernières années, des sociétés entières bousculant leurs certitudes, un retour des manifestations de masse et des mobilisations qui, dans certains cas, prennent des accents insurrectionnels, la volonté de démocratie, de souveraineté populaire et de réappropriation de l'espace public, une méfiance grandissante à l'égard des politiciens et un rapport de forces à l'échelle internationale qui vient non seulement contredire l'omnipotence américaine mais qui offre également des points de repère pour résister de Gaza à Kobané.

Évidemment, il ne s'agit pas de sous-estimer d'autres éléments de la conjoncture tels que la face hideuse du fascisme et la montée de l'extrême droite. Cependant, cela s'avère aussi être l'expression

d'une crise politique plus profonde encore, et de l'incapacité de la gauche radicale et anticapitaliste à servir de débouché, progressiste et émancipateur, au rejet populaire des partis parlementaires et de la politique institutionnelle.

Le principal défi réside donc ici : pourquoi sommes-nous en position de crise ? Pourquoi, par exemple, c'est bien Syriza - et l'impressionnant tournant droitier de sa direction - qui constitue aujourd'hui le meilleur exemple d'une politique de gauche en Europe ?

Je crois que la raison principale de nos problèmes a quelque chose à voir avec les limites de la gauche anticapitaliste depuis les années 1990. La gauche anticapitaliste consistait essentiellement en une force de résistance, de soutien aux mouvements et de défense idéologique du socialisme et de la révolution. Elle pouvait s'avérer utile dans l'organisation des mouvements antilibéraux et était à même de recruter de nouveaux membres notamment parmi les franges radicales des mouvements. Cependant, elle n'avait pas de réelle stratégie.

Les questions du pouvoir, de l'hégémonie et de la stratégie révolutionnaire ont été laissées sans réponse, malgré l'invitation de Daniel Bensaid à rouvrir le débat sur la question stratégique.

La distance entre la tactique au jour le jour, autant dans les mouvements que dans les coalitions électorales qui se pensaient essentiellement sur la base d'un agenda contre le néolibéralisme - ce qui constituait principalement l'« anticapitalisme » des années 2000 - et une défense abstraite d'une orientation « révolutionnaire », plus en termes identitaires qu'en termes pratiques, explique ce vide stratégique.

La gauche anticapitaliste n'offrait dès lors aucune alternative viable à la « tentation » du « tout sauf » des coalitions, incarnées par la participation désastreuse de Rifondazione Comunista au second gouvernement Prodi (un gouvernement du type « tout sauf Berlusconi ») et les limites des « Fronts uniques d'un genre particulier ».

De plus, elle n'a pas été à même de réfléchir en termes de potentiel bloc historique, ni de s'interroger sur la façon dont nous pouvons articuler une alliance large des classes subalternes à un récit alternatif à l'adresse de la société. Mais comment pourrions-nous offrir un récit alternatif quand la principale revendication programmatique a consisté en « la redistribution des richesses + la défense des services publics » ? Je ne sous-estime pas ces objectifs, mais ils ne constituent pas un récit alternatif. Ils ne présentent pas un paradigme social et politique antagonique au néolibéralisme.

Par ailleurs, en particulier en Europe, et malgré le fait que le moment fort de la mobilisation de la gauche radicale en Europe de l'Ouest fut le rejet de la constitution européenne, la gauche anticapitaliste a sous-estimé la critique de l'intégration européenne. L'abandon de toute critique de la monnaie unique et les accusations portées contre ceux qui s'essayaient à pareille critique sous prétexte que cela faisaient d'eux des « nationalistes » ou des « sociaux-chauvins » eurent pour implication que, dans une période de désenchantement grandissant et de crise du projet européen, ce fut l'extrême droite seule avec son « Euroscepticisme » pour ersatz (ersatz à cause de ses positions favorables à l'ordre établi et aux patrons) qui a connu une dynamique politique, comme le montrent les dernières élections européennes.

L'espace politique n'est resté ouvert qu'à des positions du type de celles proposées par Syriza, qui donnent l'impression qu'elles se confrontent à la question stratégique même si elles ne vont pas plus loin que la simple variation sur le même thème des positions de « gouvernement progressiste » antilibéral issues des années 1990. Dans une période où dans les maillons faibles de la chaîne la possibilité de combiner un gouvernement de gauche radicale avec des formes de pouvoir populaire

par en bas pourrait réellement initier une séquence révolutionnaire tout à fait originale, la position de larges franges de la gauche anticapitaliste en Europe était, dans la pratique, que rien ne pouvait être fait et qu'on assisterait à une répétition des années 1970.

D'autre part, bien que l'on ait connu d'importants mouvements de masse dans les années passées - en termes d'ampleur et de durée mais aussi en termes d'expérimentation politique, avec de nouvelles formes de démocratie, l'expression à voix égale, la coordination horizontale, l'émergence de nouveaux et nouvelles dirigeant•e•s - la plupart des tendances de la gauche, à l'exception de la gauche anticapitaliste espagnole, n'ont en réalité rien appris de ces mouvements auxquels ils ont néanmoins apporté leur contribution non négligeable. Elles n'ont rien appris des nouvelles formes de démocratie, elles n'ont pas intégré les nouveaux et nouvelles dirigeant•e•s qui ont émergé de ces mouvements, elles n'ont pas essayé de répondre aux défis stratégiques que cela posait. Elles les ont simplement envisagés comme des mouvements, et non pas comme des processus expérimentaux. Cela présente un contraste saisissant avec les traditions marxiste et léniniste qui consistent à voir la participation aux mouvements comme une expérience permettant d'apprendre et de se transformer.

Par conséquent, les appels actuels au rétablissement du processus de « construction de l'organisation » sont inappropriés. Ce n'est pas que nous n'avons pas besoin d'organisations révolutionnaires, mais ce n'est qu'un aspect, et sans doute pas le plus important, de la nécessaire recomposition de la gauche anticapitaliste aujourd'hui. De plus, la mentalité qui conduit chaque groupe à penser qu'il est le détenteur de la vérité révolutionnaire et qu'il doit se renforcer dans des fronts larges, tandis que les autres tendances de ces fronts seraient « réformistes » ou « quasi-réformistes », n'aide pas beaucoup à initier des processus larges de recomposition. Il en va de même avec la mentalité qui veut que ce qui est en jeu soit la légitimation historique d'un courant historique particulier. Nous devons penser en termes de nouveauté radicale.

Quel est le résultat de ces manquements ? Le résultat c'est qu'aujourd'hui la plupart des gens dans la gauche anticapitaliste européenne se tournent vers Syriza comme exemple d'espoir, malgré le fait que la direction de Syriza ait abandonné la plupart de ses positions radicales, qu'elle ait pleinement accepté le cadre institutionnel de l'Eurozone et de la dette, et qu'elle ait refusé d'intégrer la nationalisation des banques et des entreprises stratégiques dans la liste de ses revendications immédiates. Ou, pour donner un autre exemple, tout le monde s'entend pour voir un certain espoir dans le projet Podemos même si sa ligne politique a perdu une partie de sa radicalité et que les questions ouvertes à propos du modèle de direction adopté sont nombreuses. Dans l'audience que rencontrent Syriza et Podemos auprès des militant•e•s, l'essentiel ne tient pas à leur politique et à leur stratégie véritables, mais à deux éléments cruciaux : la mise en place d'un processus politique à une échelle large, qui inclut des fractions importantes des mouvements, et bien sûr la confrontation avec la question du pouvoir politique et de la potentielle hégémonie.

Cependant, je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui la règle d'or soit l'entrée ou l'incorporation de la gauche anticapitaliste dans de larges fronts de ce type. La raison est que la nécessaire autonomie d'une stratégie potentiellement révolutionnaire reste nécessaire. Voilà un des aspects de la démarche qui veut « ressusciter Lénine » aujourd'hui qui me paraît toujours pertinent.

Cela correspond-il à du sectarisme ? La réponse à cette question est un non définitif. Le défi pour la gauche révolutionnaire ou anticapitaliste ne réside pas dans le fait de choisir entre de larges fronts électoraux et des sectes traditionnelles. Le défi consiste à développer un projet alternatif pour la gauche qui, d'une manière ou d'une autre, se concentre sur ce qui peut définir dans la période une potentielle stratégie révolutionnaire.

En premier lieu, nous avons besoin de réfléchir dans les termes d'un nouveau bloc historique. [À partir de la lecture que j'en fais](#), ce concept gramscien n'est ni analytique ni descriptif par nature. Il

ne fait pas seulement référence à l'idée d'alliance de classes. Il s'agit d'un concept stratégique qui traite de la manière dont nous pouvons préparer la rencontre entre une alliance large au sein des classes subalternes, un récit alternatif pour la société dans son ensemble et de nouvelles formes politiques de masse.

En ce sens, il serait malvenu de sous-estimer l'importance de cette lancinante demande de souveraineté populaire à laquelle on a assisté au cours des récents mouvements - qui ont pris par exemple la forme d'une réappropriation de l'espace public -, au nom d'une vision archétypique du « mouvement ouvrier » ou de la « grève générale ». Au contraire, il serait plus fécond d'envisager ces formes de luttes en commun, de solidarité et leur élan démocratique comme un embryon des blocs historiques subalternes.

Une telle conception implique d'accorder une large importance à la question du programme politique. Cela n'a rien à voir avec la théologie du programme ou avec une sorte de fantasme politique révolutionnaire. Le programme de transition constitue l'articulation des expériences, des revendications, des expérimentations et des formes d'ingéniosité collective qui ont émergé du mouvement, en lien avec la recherche collective des différentes voies que nos sociétés peuvent emprunter. C'est l'articulation entre les « traces de communisme » dans les luttes contemporaines et les pratiques collectives séparées du règne de la marchandise, et la conquête du pouvoir par le mouvement ouvrier pour donner à nos sociétés d'autres trajectoires historiques, à la fois en termes d'organisation sociale et de positionnement international.

En cela, une version contemporaine du programme de transition ne peut pas être réduite à de simples appels pour la redistribution et la défense des services publics. Elle doit consister en une bien plus profonde exploration des diverses voies que peuvent emprunter nos sociétés, en considérant un paradigme social et économique différent, fondé sur de nouvelles formes de contrôle démocratique, d'autogestion, de nouveaux réseaux de distribution et des priorités sociales différentes. Cela ne sera pas la voie de la facilité. Cela nécessitera une société en lutte changeant - de fait - de valeurs, de priorités et de récits. Cela demandera une nouvelle éthique de la participation collective et des responsabilités, une nouvelle éthique de la lutte et de l'engagement, un « sens commun » suffisamment formé et transformé pour constituer dès lors le « bon sens ».

En Europe, cela implique nécessairement une rupture avec le néolibéralisme féroce fermement ancré dans l'Eurozone et, en général, avec la « souveraineté limitée » imposée par les divers traités qui définissent la version contemporaine de la gouvernance européenne. Nous avons là l'opportunité de combiner une revendication de justice sociale avec une revendication de souveraineté populaire.

Cependant, une telle conception implique également de prendre en charge la question de la stratégie révolutionnaire aujourd'hui. Dans la conjoncture actuelle, avec la crise de l'hégémonie néolibérale et le retour des mobilisations de masse, une conception plus stratégique s'avère être un élément vital.

Que signifie, en fait, l'idée que nous traversons aujourd'hui une séquence révolutionnaire ? La plupart du temps, cette question est refoulée. D'une part, nous avons la dynamique du mouvement et, d'autre part, à un moment indéfini mais éloigné dans le temps, nous aurons le contrôle ouvrier et la révolution. Des questions aussi stratégiques que l'éventualité d'un gouvernement de gauche radicale, et la possibilité qu'une telle avancée fasse partie d'une séquence révolutionnaire, sont abandonnées aux réformistes tandis que la gauche révolutionnaire ou anticapitaliste attend l'avènement de leur échec prétendument inévitable.

J'aimerais avancer l'idée que dans les sociétés européennes contemporaines, nous devons envisager la question du pouvoir gouvernemental non pas dans les termes d'une gestion progressiste du

capitalisme mais comme un aspect d'un possible processus de transformation. Une telle perspective peut inclure l'articulation d'un gouvernement de gauche radicale, fondé sur un nécessaire programme de transition, avec des mouvements forts par en bas, des mouvements de pouvoir populaire, le contrôle ouvrier, l'autogestion, la solidarité, des changements institutionnels profonds et de nouvelles formes de participation démocratique, un processus constituant. C'est là une voie qui sera nécessairement accidentée, contradictoire et expérimentale par nature. C'est là aussi un processus qui devra faire face à la farouche opposition des forces du capitalisme et de l'impérialisme.

Bien sûr, cela implique aussi qu'il faut véritablement ouvrir le débat sur ce que veut dire « détruire l'État » ou faire « déperir l'État », et sur comment mettre en place de nouvelles formes de planification démocratique et d'autogestion en opposition avec la pression du marché, sur comment incorporer les expériences issues des mobilisations.

On pourrait rétorquer : « Pourquoi s'embêter avec l'élaboration complète d'une stratégie révolutionnaire au lieu de simplement articuler notre critique du réformisme ? » Je pense que si on laisse le débat sur la gouvernance de gauche aux tendances réformistes, il est évident qu'elles verront les choses avec leurs propres lunettes, les lunettes des débats de triste mémoire sur la gouvernance progressiste qui ont plutôt mal tourné dans les années 1990 et au début des années 2000 et qui ont conduit aux effets désastreux de la participation aux gouvernements Jospin et Prodi. L'échec serait alors une « prophétie auto-réalisatrice ». Et il n'est pas certain que cela serait suivi de l'émergence nouvelle de forces révolutionnaires en première ligne. Un tel échec peut aussi conduire tout simplement à des réalignements encore plus réactionnaires sur la scène politique.

Ce qui implique qu'il est indispensable que la gauche anticapitaliste et révolutionnaire pense en termes de projet alternatif et non pas seulement en termes de topographie alternative de la gauche.

Cela conduit à poser la question des exigences organisationnelles. De quel type d'organisations avons-nous besoin pour être en mesure de nous lancer dans un processus révolutionnaire de la sorte ? Le modèle traditionnel, qui envisageait, d'une façon schématique et mécanique, la confrontation à la question du pouvoir en termes de logique militaire, et qui mettait l'accent avant toute chose sur la discipline, est bien sûr intrinsèquement inapproprié et, qui plus est, nous fait courir le risque d'imiter l'État bourgeois. Il est nécessaire de considérer que dans la lutte pour une société différente, fondée sur des principes et des pratiques antagonistes à la logique capitaliste/bourgeoise, nous avons besoin d'organisations qui reflètent les nouvelles formes sociales émergentes. Contrairement à la vision traditionnelle – selon laquelle les exigences de la lutte et la nécessité d'un engagement discipliné dans le processus révolutionnaire justifient des restrictions de la démocratie interne, la suppression de la liberté de parole, et une hiérarchie rigide –, nous voulons des organisations politiques qui soient en même temps des laboratoires pour l'élaboration collective de nouveaux projets et de nouvelles formes d'intellectualité politique et critique à une échelle de masse, et des sites d'expérimentation pour de nouvelles relations sociales et politiques. En ce sens, elles doivent être plus démocratiques, plus égalitaires, plus ouvertes, moins hiérarchiques et moins sexistes que la société qui les entoure.

Cependant, cela ne doit pas être envisagé comme une exigence abstraite, mais comme une tâche urgente qui implique également un processus complet de reconstruction et de réinvention des organisations politiques. Les organisations politiques radicales contemporaines ne reflètent pas seulement les dynamiques de la conjoncture et des luttes actuelles. Elles sont aussi le résultat de toute une période de crise et de repli du mouvement communiste et socialiste révolutionnaire. En même temps, nous devons reconnaître l'originalité, les forces mais aussi les limites des principales formes organisationnelles qui émergent du mouvement social. La « coordination horizontale » des mouvements – qui est indispensable pour créer des alliances et des espaces de lutte ouverts – n'aide

pas toujours à l'élaboration nécessaire de programmes politiques, et d'ordinaire, elle ne permet pas de débattre des questions du pouvoir politique et de l'hégémonie. Le « front électoral » de gauche qui, en général, se fonde sur un programme minimum de mesures immédiates antilibérales, peut aisément prendre la forme d'un agenda réformiste au service d'une gouvernance sociale-démocrate progressiste. Quant au modèle classique du groupe ou de la secte révolutionnaire (ainsi que de ses courants internationaux respectifs), il tend à reproduire la fragmentation, le sectarisme, et la version autoritaire et locale d'un « Lénine imaginaire ».

Aux antipodes de cela, « ressusciter Lénine » aujourd'hui revient à penser en termes d'originalité maximale, à essayer non pas de se contenter de reproduire des modèles mais de créer des laboratoires de nouveaux projets politiques. On ne pourra y parvenir ni par de simples coalitions électorales ni par l'antagonisme pour « l'hégémonie » entre différents groupes au sein de la gauche radicale. Nous avons besoin de fronts politiques démocratiques, notre propre version de la stratégie du Front unique fondée sur des programmes anticapitalistes, des fronts qui puissent aussi servir de processus à même de rassembler différents courants, différentes expériences dans le mouvement social, différentes sensibilités politiques, qui puissent vraiment servir de laboratoires à de nouveaux projets politiques antagonistes. Nous avons besoin de fronts qui puissent rassembler des orientations et des sensibilités différentes, des expériences et des histoires différentes. Nous avons besoin de « processus constituants » politiques fondés sur la nécessité de surmonter la fragmentation et la crise de la gauche anticapitaliste et d'avoir, pour de bon, des processus de recomposition. Nous devons reconnaître pleinement que les organisations et les courants actuels de la gauche anticapitaliste sont transitoires, qu'ils sont des aspects d'un processus de transformation et d'élaboration collective de nouveaux projets politiques qui sont encore à naître, qu'il est essentiel de les remplacer à la fois en termes d'organisation mais aussi en termes de stratégie. Voilà ce que pourrait être une autocritique nécessaire, et même plus nécessaire que jamais.

C'est pourquoi il est indispensable d'ouvrir ce débat à tous les niveaux, à la fois à l'échelle nationale et internationale, d'apprendre de nos avancées et de nos erreurs, de débattre avec le plus d'ouverture d'esprit possible des différentes expériences, d'éviter les modes de pensée sectaires et bureaucratiques et de créer non pas seulement des lieux pour le dialogue et l'échange des idées, mais de véritables laboratoires de l'espoir.

Car comment pouvons-nous changer le monde si nous ne pouvons pas nous changer nous-mêmes ?

Panagiotis Sotiris est un théoricien marxiste et un membre éminent du comité coordinateur d'Antarsya, le front de la gauche anticapitaliste grecque. Ses travaux portent notamment sur la philosophie contemporaine et marxiste, sur Gramsci, sur Althusser, sur les théoriques critiques radicales et l'impérialisme.

Intervention présentée en plénière lors de la [11^e édition du colloque Historical Materialism](#), le 6 novembre 2014, traduite depuis l'anglais par Grégory Bekhtari et Stella Magliani-Belkacem avec l'aimable autorisation de l'auteur.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.